

Besluit :

**Artikel 1.** In het ministerieel besluit van 30 juni 2003 betreffende de bekendmakingskosten van akten en stukken van vennootschappen, ondernemingen, verenigingen en stichtingen wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidende :

« Art. *1bis*. De bekendmakingskosten van de mededelingen die worden ontvangen door de Nationale Bank voor rekening van het *Belgisch Staatsblad* worden vastgesteld op 48,20 euro exclusief BTW per mededeling. »

**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en derde lid een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« Het verkregen resultaat wordt op het naasthogere veelvoud van 10 eurocent afgerond. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2003.

Brussel, 20 december 2004.

Mevr. L. ONKELINX

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article *1<sup>er bis</sup>*, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté ministériel du 30 juin 2003 relatif aux frais de publicité des actes et des documents des sociétés, des entreprises, des associations et des fondations :

« Art. *1<sup>er bis</sup>*. Les frais de publication des mentions qui sont reçues par la Banque Nationale pour le compte du *Moniteur belge* sont fixés à 48,20 euros, hors T.V.A. par mention. »

**Art. 2.** Dans l'article 3 du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le résultat obtenu est arrondi à la première dizaine d'eurocent supérieure. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2003.

Bruxelles, le 20 décembre 2004.

Mme L. ONKELINX

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2004 — 4715

[C - 2004/29328]

**22 OCTOBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française adoptant des modalités particulières en exécution du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel pour la Médiathèque de la Communauté française de Belgique**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1971 fixant les conditions d'octroi de subventions à la Médiathèque francophone de Belgique et les conditions d'agrément et d'octroi de subventions aux organismes régionaux et locaux assurant le prêt de moyens audiovisuels au service de l'éducation permanente;

Vu le décret du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses, spécialement l'article 2, alinéa 2;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 12 juillet 2004;

Vu l'avis de l'Inspection des finances donné le 27 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 8 juin 2004;

Sur proposition de la Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions;

Considérant le contrat-programme conclu le 20 avril 2004 entre la Communauté française et la Médiathèque de Belgique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 22 octobre 2004,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application de l'arrêté, il faut entendre par :

Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française.

L'employeur : la Médiathèque de la Communauté française de Belgique A.S.B.L.

L'Administration : le Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias de la Communauté française.

**Art. 2.** Aux conditions du présent arrêté, le Gouvernement octroie à l'employeur, dans le cadre de l'application de l'accord du non-marchand en Communauté française du 29 juin 2000, une subvention annuelle supplémentaire visant à couvrir en tout ou en partie les rémunérations, les cotisations sociales et charges diverses, à partir de 2004.

Le montant de la subvention annuelle supplémentaire pour l'année 2004 est de 372.000 EUR.

Le Gouvernement fixe, pour les années suivantes, sans que la subvention ne puisse être inférieure à celle attribuée en 2004, le montant de la subvention annuelle supplémentaire en tenant compte notamment de l'évolution des sommes dévolues au financement de l'emploi dans le secteur socioculturel. Ce montant est déterminé sur base de l'affectation théorique et linéaire de l'enveloppe budgétaire de l'année correspondante, dévolue à l'application du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses, par emplois équivalents temps plein recensés à la Médiathèque par le dernier cadastre quantitatif réalisé.

Le mode d'affectation et de répartition de la somme visée à l'alinéa 2 du présent article est déterminée par l'employeur et la délégation syndicale, par convention collective de travail d'entreprise et en fonction des conventions collectives de travail suivantes et celles qui y feront suite :

1. La Convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant les conditions de rémunérations pour certains secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté française : ateliers de production, bibliothèques, centres culturels, centres de jeunes, d'éducation permanente, fédérations sportives, la Médiathèque, organisations de jeunesse, télévisions locales;

2. La Convention collective de travail du 15 décembre 2003 définissant la classification de fonctions pour certains secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Communauté française : ateliers de production, bibliothèques, centres culturels, centres de jeunes, d'éducation permanente, fédérations sportives, la Médiathèque, organisations de jeunesse, télévisions locales.

**Art. 3.** Le montant de la subvention visée à l'article 2, alinéa 2, est indexé annuellement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 en multipliant la valeur de ce montant par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année précédente, divisé par la moyenne des chiffres de l'index des prix à la consommation (indice santé) des deux derniers mois de l'année antérieure.

Toutefois, cette indexation ne peut être supérieure à l'indexation du budget général des dépenses primaires de la Communauté française.

**Art. 4.** L'employeur est tenu de respecter les conventions collectives prévues par la Commission paritaire n°329 et en particulier les barèmes qu'elles prévoient et de justifier de l'utilisation de la subvention supplémentaire par des dépenses réellement consenties en matière de coûts liés à l'emploi. Les justificatifs, qui doivent être fournis dans le courant du premier semestre de l'année qui suit celle pour laquelle ils sont demandés, consistent notamment en des déclarations de l'Office National de Sécurité Sociale, comptes individuels ou toute autre forme de document permettant un contrôle, notamment les comptes annuels dûment approuvés par l'assemblée générale.

L'employeur est tenu de fournir à l'Administration tout document qui lui serait demandé et de permettre aux fonctionnaires mandatés à cet effet d'avoir accès aux locaux où se trouvent les documents qu'il leur incombe d'examiner conformément aux lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

**Art. 5.** La subvention supplémentaire est liquidée en totalité dans le courant du premier semestre de l'année civile à laquelle elle se rapporte.

Pour 2004, exceptionnellement, la subvention supplémentaire est liquidée en totalité avant le 31 décembre 2004.

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Art. 7.** La Ministre qui a l'Audiovisuel dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 22 octobre 2004.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 4715

[C — 2004/29328]

**22 OKTOBER 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot aanneming van bijzondere nadere regels ter uitvoering van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector, voor de « Médiathèque de la Communauté française de Belgique »**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1971 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verlenen van toelagen aan de Franstalige Mediathèque van België en van de voorwaarden voor de erkenning van en het verlenen van toelagen aan de regionale en plaatselijke instellingen die audiovisuele middelen uitlenen ter bevordering van de voortdurende scholing;

Gelet op het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op het advies van de Raad van State van 12 juli 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën gegeven op 27 mei 2004;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 8 juni 2004;

Op de voordracht van de Minister tot wier bevoegdheden de Audiovisuele Sector behoort;

Overwegende de programmaovereenkomst afgesloten op 20 april 2004 tussen de Franse Gemeenschap en de « Médiathèque de Belgique »;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 oktober 2004;

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

De Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap van België.

De werkgever : de « Médiathèque de la Communauté française de Belgique A.S.B.L. ».

Het bestuur : de Algemene Dienst Audiovisuele Sector en Multimedia van de Franse Gemeenschap.

**Art. 2.** Mits inachtneming van de voorwaarden van dit decreet kent de Regering aan de werkgever, vanaf 2004, in de raam van de toepassing van de overeenkomst van de non-profitsector in de Franse Gemeenschap, van 29 juni 2000, een aanvullende jaarlijkse subsidie toe die geheel of gedeeltelijk bestemd is voor het dekken van de bezoldigingen, de sociale uitkeringen en verscheidene lasten.

De aanvullende jaarlijkse subsidie voor het jaar 2004 bedraagt 372.000 €.

De Regering stelt het bedrag van de aanvullende jaarlijkse subsidie voor de volgende jaren vast, zonder dat de subsidie minder bedragen mag dan die toegekend in 2004, rekening houdend met name met de ontwikkeling van de bedragen voorbehouden aan de financiering van de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector. Dit bedrag wordt bepaald op de basis van de theoretische en lineaire bestemming van de kredieten van het ermee verband hebbend jaar, voorbehouden aan de toepassing van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en houdende diverse bepalingen, per voltijsd equivalente betrekkingen geïnventariseerd in de Mediatheek bij het laatst opgesteld kwantitatief kadaster.

De bestedingswijze en de verdeling van de som bepaald in lid 2 van dit artikel wordt vastgesteld door de werkgever en de vakbondsafvaardiging, bij collectieve ondernemingsovereenkomst en naar gelang van de volgende collectieve arbeidsovereenkomsten en degenen die erop zullen volgen :

1. de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de arbeidsbezoldiging voor sommige sectoren van de paritaire commissie voor de sociaal-culturele sector afhankelijk van de Franse Gemeenschap : productieateliers, bibliotheken, culturele centra, jeugdcentra, centra voor permanente opvoeding, sportfederaties, de Mediatheek, jeugdverenigingen, lokale televisiezenders;

2. de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 december 2003 tot bepaling van de ambtenclassificatie voor sommige sectoren van de paritaire commissie voor de sociaal-culturele sector afhankelijk van de Franse Gemeenschap : productieateliers, bibliotheken, culturele centra, jeugdcentra, centra voor permanente opvoeding, sportfederaties, de Mediatheek, jeugdverenigingen, lokale televisiezenders.

**Art. 3.** Het bedrag van de subsidie bepaald in artikel 2, lid 2, wordt jaarlijks geïndexeerd, vanaf 1 januari 2005, door de waarde van dit bedrag te vermenigvuldigen met het gemiddelde van de indexcijfers van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de laatste twee maanden van het voorafgaand jaar, gedeeld door het gemiddelde van de consumptieprijzen (gezondheidsindex) van de twee laatste maanden van het voorafgaand jaar.

De indexering mag echter niet hoger zijn dan de indexering van de algemene begroting van de primaire uitgaven van de Franse Gemeenschap.

**Art. 4.** De werkgever dient de collectieve arbeidsovereenkomsten bepaald bij de paritaire Commissie nr. 329 in acht te nemen en in het bijzonder de barema's die erin bepaald zijn en de aanwending van de aanvullende subsidie te verantwoorden door de uitgaven die inzake tewerkstelling door de werkgever werkelijk worden gedaan. De bewijsstukken die ingediend dienen te worden in de loop van het eerste semester van het jaar dat volgt op het jaar waarvoor ze gevraagd zijn, bestaan inzonderheid uit verklaringen van de Rijksdienst voor Maatschappelijke Zekerheid, uit individuele rekeningen of iedere andere vorm van document dat de controle toelaat, inzonderheid de jaarrekeningen goedgekeurd door de algemene verzameling.

De werkgever moet aan het Bestuur elk stuk leveren dat gevraagd zou worden en de ertoe gevolmachtigde ambtenaren de toegang tot de lokalen mogelijk maken waar de stukken zich bevinden die ze overeenkomstig de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecördineerd op 17 juli 1991, dienen te onderzoeken.

**Art. 5.** De aanvullende subsidie wordt geheel uitbetaald in de loop van het eerste semester van het kalenderjaar waarop ze betrekking heeft.

Voor 2004 wordt de aanvullende subsidie bij wijze van uitzondering geheel vóór 31 december 2004 uitbetaald.

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

**Art. 7.** De Minister tot wier bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 oktober 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN